

## AU BORD DU GOUFFRE.

On tente de nous faire croire que la crise appelle plus d'intégration européenne et une avancée vers le fédéralisme européen. Pourtant, les souffrances populaires et la crise ne sont pas dues à une insuffisance d'intégration européenne, mais doivent tout à des gouvernements et des institutions européennes qui ont fait le choix de l'argent roi et de servir les ogres de la finance.

Si la banque centrale européenne avait eu le droit d'aider les Etats et avait eu pour mission l'emploi et le développement humain, de racheter directement la dette des Etats, de procéder par création monétaire tout en étant sous contrôle démocratique, nous n'en serions pas là.

Tous les partisans du « oui » savaient tout cela quand ils ont buffé le « Non » au traité constitutionnel en imposant son frère jumeau, le traité de Lisbonne.

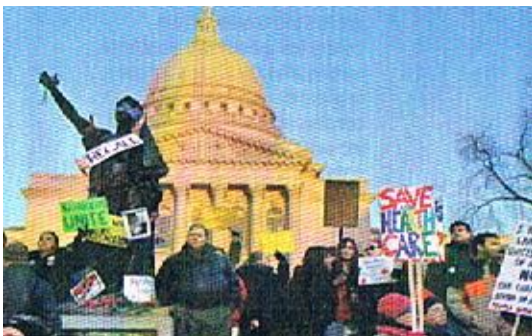
Aujourd'hui, a été créé, à côté et en dehors de la banque centrale, un fonds européen de stabilité financière qui n'est qu'un moyen de garantir la situation des institutions financières par l'argent public, alors que cet argent serait plus utile à l'éducation, à l'accès au logement, au travail, à la retraite ou à une bonne sécurité sociale.

Les banques s'enrichissent sur les dettes. Elles empruntent de l'argent quasi gratuitement auprès de la banque centrale européenne, le prêtent aux Etats endettés à des taux allant jusqu'à 16% et en cas de difficulté, le fonds de stabilité garantit les pertes avec... l'argent public.

Et Italie, Espagne, Chili...

Ils refusent aussi l'AUSTERITE

Grèce



Portugal



**« Taxer les mouvements spéculatifs ? Sans aucun doute. Mais la seule voix efficace est le retour de la puissance publique comme actionnaire des banques et la constitution d'un pôle public financier »**  
J-C LEDIGOU, économiste et syndicaliste

« Les traités de Maastricht et de Lisbonne doivent être déclarés caducs et un débat doit être ouvert pour un nouveau traité de développement social et humain, écologique solidaire et pacifique ».

**50** C'est en milliards d'euros, le montant de la charge de la dette pour 2012, qui devient le premier poste budgétaire.

## ► Palestine : Le droit doit l'emporter sur la force.

Sur le modèle du tribunal Russel sur le Vietnam et au vu de l'empêchement persistant du peuple palestinien à exercer son droit à un état, droit pourtant inscrit dans la charte des nations unies. Le but du tribunal est de contribuer à l'établissement d'une paix fondée sur le droit ; car le droit a été dit, de nombreuses résolutions des nations unies appellent de manière explicite à l'établissement d'un état palestinien.

De plus le 9 juillet 2004, la cour internationale de justice de la Haye a émis un avis qui, au-delà de l'appel au démantèlement de mur, résume l'ensemble des violations dont sont victimes les palestiniens.

Une 1<sup>ère</sup> session du tribunal s'est tenue à Barcelone en mars 2010, le jury a conclu à la complicité de l'UE dans la situation faite aux palestiniens.

Une 2<sup>ème</sup> session s'est tenue à Londres en novembre 2010, le jury a reconnu à la culpabilité de certaines sociétés multinationales dans le développement de la colonisation.

Une 3<sup>ème</sup> session se tiendra au Cap en novembre 2011, elle sera centrée sur le thème du crime de l'apartheid.

L'Europe et les Etats-Unis ne manquent aucune occasion de proclamer la nécessité d'un état palestinien. Leur attitude est tout sauf cohérente.

Que justice soit donc rendue aux palestiniens car ce n'est pas seulement une affaire morale c'est aussi une préfiguration du monde de demain qu'il s'agit.

## ► Somalie : l'enfer existe sur terre.

Depuis la nuit des temps, l'Afrique est un continent maudit.

Aujourd'hui, les somaliens et surtout les enfants se meurent dans une guerre sans nom.

Ce pays sans pétrole, sans ressources ni tourisme n'intéresse personne.

Ni les gouvernements, ni les médias, ni l'OTAN, ni l'ONU.

ET VOUS ?

## ► 10 ans de guerre, le borbier afghan.

G. Bush déclenche, les premiers bombardements en octobre 2001 sous le nom de « justice sans limite en prônant l'alibi de libérer les femmes afghanes des Talibans. Dix ans après, rien n'est réglé. Quelques chiffres qui doivent faire réfléchir (36000 morts civils+30000 au Pakistan -1800 soldats américains-400 soldats britanniques-75 soldats français). Ces dizaines d'années d'occupation n'ont permis ni avancée démocratique, ni espoir. Au contraire, le pays se dirige vers une nouvelle guerre civile. Les dirigeants occidentaux continuent de s'enfoncer dans ce borbier contre l'avis des peuples (76% des français pour l'arrêt de la présence française). Un retrait est donc nécessaire avec un accompagnement politique réel qui tienne compte de la complexité ethnique de ce peuple. Des solutions existent, mais que les décideurs politiques d'aujourd'hui n'ont jamais pris le temps d'entendre, ni de mettre évidemment en chantier.

KADHAFI est mort !  
Vive la Libye !  
Vive le pétrole libre !

